

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 4 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



EVONIK OIL ADDITIVES SAS

Port du Rhin
BP 40027
67630 LAUTERBOURG

Références :2736/AD/EC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement EVONIK OIL ADDITIVES SAS implanté Port du Rhin - 67630 LAUTERBOURG. L'inspection a été annoncée le 07/01/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVONIK OIL ADDITIVES SAS
- Port du Rhin - BP 40027 - 67630 LAUTERBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006702736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Evonik, groupe allemand, exploite des activités de chimie de spécialité, l'établissement est classé Seveso Seuil Haut à Lauterbourg (40 personnes). Les fabrications du site entrent dans la composition de revêtements de surface (peinture décorative sans odeurs), d'isolants pour le secteur du bâtiment, d'adhésifs, de lubrifiants, d'huiles moteurs pour l'automobile et le secteur forestier.

Les installations d'Evonik sont situées et sont constituées de deux bâtiments de production : ester (1 réacteur) et polymère (6 réacteurs). Les activités fonctionnent en 3x8, 7 jours par semaine, 5 équipes de production se relaient. L'environnement de cette plateforme est essentiellement industriel. Cependant on trouve à proximité quelques habitations individuelles, un restaurant et une déchetterie dans un rayon de 100 m autour des limites de propriétés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le prélèvement et les rejets en eaux superficielles ;
- les déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Conditions de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 9.4.1	/	Lettre de suite préfectorale
Quantité maximale de déchets stockée sur site	Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 3 - 10.1.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prélèvements et consommation	Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 9.1	/	Sans objet
Contrôles des rejets	Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 9.4	/	Sans objet
Production et gestion des déchets, principes généraux	Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 3 - 10.1.1	/	Sans objet
séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 3 - 10.1.2	/	Sans objet
Collecte et stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 10.2	/	Sans objet
Contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 10.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur deux sujets risques chroniques :

- le prélèvement et les rejets en eaux superficielles ;
- les déchets.

Concernant les déchets, l'inspection a noté la présence d'une remorque sur site présente depuis plus de 3 ans, l'exploitant est en non-conformité sur ce point et se doit d'évacuer ce déchet. Le tri des déchets est bien réalisé, une poubelle vrac non triée a cependant été trouvée à l'arrière d'un bâtiment, l'exploitant est en non-conformité sur ce point et se doit trier cette poubelle. A ce stade, une simple lettre préfectorale de rappel à la loi sera proposée à la Préfète.

Concernant les sujets eaux, l'inspection demande à l'exploitant de clarifier ses saisies GIDAF pour les mois de mars et juin 2021.

L'arrêté préfectoral indique que les eaux de refroidissement devraient transiter par la station de traitement des eaux. L'exploitant justifiera que ses eaux de refroidissement satisfont aux VLE de rejets dans le Rhin. A ce stade, une simple lettre préfectorale de demande de justification sera proposée à la Préfète.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux Superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans la nappe à raison : <ul style="list-style-type: none">- d'un volume annuel maximal de : 800 000 m³- d'un débit instantané maximal de : 400 m³/h- d'un débit journalier maximal de : 9 600 m³ Les installations dont le fonctionnement nécessite de l'eau ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution du réseau d'adduction d'eau publique, du réseau d'eau potable intérieur ou de la nappe d'eaux souterraines par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau. Notamment, toute communication entre le réseau d'adduction d'eau publique ou privée et une ressource d'eau non potable est interdite. Cette interdiction peut être levée à titre dérogatoire lorsqu'un dispositif de protection du réseau d'adduction publique ou privée contre un éventuel retour d'eau a été mis en place. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Constats : Les installations sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur pour chaque bâtiment. Un relevé de volume est réalisé tous les lundis. Le débit journalier maximal est obtenu en faisant une moyenne sur 7 jours, soit en moyenne 2 000 m ³ par jour. L'eau provient uniquement de la nappe. Pour 2021, la consommation d'eau était de 598 000 m ³ (selon la répartition suivante 60% consommé pour le bâtiment L.07 et 40% pour le bâtiment L.40). L'exploitant mettra en place (conformément à l'article 15 de l'Arrêté ministériel du 2 février 1998) une relève journalière de son dispositif de mesure totalisateur pour évaluer avec précision le débit journalier maximal prélevé. Les années précédentes, la consommation était de 310 000 m ³ en 2020 et 675 000 m ³ en 2019. L'exploitant indique qu'il a mis en place un système de réduction de sa consommation d'eau grâce à la mise en place d'une bâche tampon qui permet de faire recirculer l'eau et d'avoir un point d'apport d'eau fraîche sans puiser directement dans la nappe. On constate, par exemple, le jour de l'inspection qu'il n'y a pas eu de consommation d'eau au bâtiment L.40 et que la consommation d'eau du L.07 était de 1 384 m ³ . Nota : le rabattement de la nappe par le prélèvement d'eau pour le process permet d'éviter la migration de la pollution historique de la nappe au droit du site.
Type de suites proposées : L'exploitant rendra compte sous 1 mois des dispositions mises en place ou envisagées pour vérifier la consommation journalière d'eau.
Proposition de suites : Susceptible de suites si l'exploitant ne fait pas le nécessaire.

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 9.4.1					
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux Superficielles					
Prescription contrôlée : Rejet dans les eaux superficielles : Les eaux résiduelles des installations sont collectées et dirigées vers la station de traitement des eaux de la société Rohm & Haas par la filière «eaux blanches».					
Avant rejet dans la station de traitement, les eaux ont les caractéristiques suivantes :					
Effluents issus de la fabrication	Paramètres	Normes	Concentration mg/l	Flux sur 24 h consécutives en kg/j	Flux sur 24 h maximum en kg/j
Monomères	Débit			5 m ³ / h	8 m ³ / h
	DCO (*)	NF T 90-101	9200	1100	2100
	MES	NF T 90-105	1100	134	600
Eaux de refroidissement	Débit			90	9600 m ³ / jour
La société Rohm & Haas peut interdire les rejets dans la station de traitement si les teneurs sont telles qu'elles empêchent le respect des limites fixées dans son arrêté d'exploitation. En cas de dysfonctionnement pouvant avoir un impact sur la station de traitement des eaux ou sur le rejet Rhin, l'exploitant doit en avertir la société Rohm and Haas et prendre toutes les dispositions nécessaires.					
Constats : L'exploitant réalise la surveillance des eaux superficielles. Lors de la préparation de la visite, l'inspection a informé l'exploitant que Gidaf était complété seulement jusqu'au mois de septembre 2021. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir pris ses dispositions pour finaliser la complétude Gidaf. Au moment de la rédaction du rapport, Gidaf était en effet complété. Globalement, les VLE sont respectées. Gidaf, au moment de la préparation de la visite, indique un taux de 13% de dépassement en mars 2021 et de 15% en juin 2021. L'inspection note que ces valeurs ont été modifiées, au moment de la rédaction du rapport, le taux de dépassement en mars a été réduit à 10% et celui de juin à 5%. L'exploitant fournira à l'inspection une analyse.					
Les eaux de refroidissement arrivent dans un bassin tampon qui réunit, les eaux de la station de traitement, les eaux pluviales avant rejet au Rhin. DOW réalise une analyse des eaux en entrée et sortie de ce bassin tampon. A cet article, il est mentionné implicitement que les eaux de refroidissement devaient transitées par la station ("avant rejet dans la station, les eaux ont les caractéristiques suivantes [...], eaux de refroidissement"). L'exploitant justifiera que ses eaux de refroidissement satisfont aux VLE de rejets dans le Rhin.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale					

Nom du point de contrôle : Contrôles des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux Superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées : continus : Débits hebdomadaires : DCO/pH
Constats : Les débits sont mesurés en continu et sont visibles sur le monitoring en salle de contrôle. Les prises d'échantillon ont été vues sur les différents rejets. Les mesures hebdomadaires de DCO et de pH sont réalisées par DOW, l'exploitant qui exploite la station de traitement des eaux de la plateforme et qui est responsable des rejets au Rhin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Production et gestion des déchets, principes généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 3 - 10.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour : <ul style="list-style-type: none">• en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;• assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :<ol style="list-style-type: none">a) la préparation en vue de la réutilisation ;b) le recyclage ;c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;d) l'élimination. L'exploitant ne peut éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes au sens de l'article L. 541-2-1 du Code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté sa procédure de gestion des déchets. Un module de formation est renouvelé tous les 2 ans par les salariés. Un audit 5S est réalisé par quinzaine par secteur (contenu des poubelles, suivi des déchets).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 3 - 10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement. Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Constats :

Il existe sur site 2 emplacements bien distincts pour le regroupement des déchets :

- un espace pour les déchets dangereux ;
- un espace pour les déchets non-dangereux.

Le site de production sépare ces deux espaces.

Chaque espace est constitué de plusieurs bennes dont chacune est dédiée à un type de déchet. Aucune benne ne contient de mélange. Chaque benne contient un panneau spécifiant le type de déchet qu'elle peut accueillir.

Les marchés sont renouvelés tous les 3 ans, l'exploitant se repose la question de la meilleure filière adaptée à ses déchets au moment du renouvellement de contrats.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Quantité maximale de déchets stockée sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 3 - 10.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Article modifié par l'article 2 de l'AP du 15/03/2018 :

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles entre eux) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les déchets liquides sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au présent arrêté.

La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum de 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés, 3 ans si les déchets sont destinés à être valorisés. La quantité de déchets produits sur le site ne dépasse pas 600 t/an.

Les quantités maximales sont les suivantes :

déchets dangereux : 100 tonnes

déchets non dangereux : 70 tonnes

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, listées au titre I du présent arrêté, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit (notamment l'incinération à l'air libre).

Constats :

La quantité de déchet produit pour l'année 2021 est de 487 tonnes.

Pour l'année 2021, le fichier de suivi de l'exploitant indique un maximum de :

- 70 tonnes par mois pour les déchets dangereux ;
- 15 tonnes par mois pour les déchets non-dangereux.

L'exploitant est conforme sur ce point.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets : - les déchets banals composés de papiers, bois, cartons... non souillés doivent être valorisés ou être traités comme les déchets ménagers et assimilés ; - les déchets dangereux définis par le décret 2002-540 du 18/04/2002 relatif à la classification des déchets qui doivent faire l'objet de traitement particulier. Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective à différents endroits dans les ateliers mais aussi devant chaque bâtiment. Le tri est globalement bien respecté, toutefois, une poubelle identifiée pour le papier/carton a été identifiée derrière le bâtiment L.40. Cette poubelle contenait : du carton, des tapis, des plastiques.
Type de suites proposées : L'exploitant indiquera sous 1 mois les dispositions prises pour éviter ce type de situation.
Proposition de suites : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Contrôle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.
Constats : L'exploitant a présenté ses classeurs contenant les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) et les premiers BSD édités via l'application Track Déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet